

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/06/174**

**AVENANTS RELATIFS A LA  
LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT  
2021 CONFORTANT LES  
PRINCIPES DE LA  
REPUBLIQUE-  
DELEGATIONS DE SERVICE  
PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION DES  
PLAGES RELEVANT DE LA  
COMPETENCE DE LA  
METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/174**

**O B J E T : AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE- DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES PLAGES RELEVANT DE LA COMPETENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment l'article R3135-7,

**VU** la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/02/15 du 13 février 2019 autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC01 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime-plages de Hyères-lot n°1S-Salins à la SAS la plage des Vahinés,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/02/15 du 13 février 2019 autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC02 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime-plages de Hyères-lot n°1A-Aygade à l'association COYCH,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 18 juin 2018 et la délibération du Conseil Métropolitain n°18/05/170 du 22 mai 2018, autorisant l'attribution du contrat de concession n°02DSP18 du 5 décembre 2018 - Délégation de Service Public des bains de Mer - Hyères-lot n°1C - plage naturelle du Ceinturon - Le Marais à la SARL Le Marais,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 20 juin 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/05/173 du 23 mai 2019, autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC04 du 21 juin 2019 - contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aygade sur la commune d'Hyères-lot n°3A à la SAS SAO PRAIA,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 27 avril 2018 et la délibération du Conseil Métropolitain n°18/03/1986 du 27 mars 2018, autorisant l'attribution du contrat de concession n°01DSP18 du 31 mai 2018 - concessions d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aygade à Hyères-lot 4A à la SAS AMIGO BEACH,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 20 juin 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/05/176 du 23 mai 2019, autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC11 du 26 juin 2019- Délégation de Service Public pour l'exploitation du lot de plage n°4 de la plage naturelle des Sablottes / Mar Vivo à la SAS LES PADDLES,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 20 juin 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/05/176 du 23 mai 2019, autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC08 du 21 juin 2019 - concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo - lot n°5 à la SAS MALOUJEA BEACH,

**VU** l'accord préalable de la DDTM en date du 20 juin 2019 et la délibération du Conseil Métropolitain n°19/05/176 du 23 mai 2019, autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC09 du 21 juin 2019 - concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo - lot n°6 à Monsieur Anthony CATTANEO,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

**VU** les projets d'avenant ci-annexés,

**CONSIDERANT** qu'en application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer :

- L'avenant n°1 au contrat de concession n°19CONC01 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime - plages de Hyères-lot n°1S-Salins ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°19CONC02 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime - plages de Hyères-lot n°1A-Aygade ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,

- L'avenant n°1 au contrat de concession n°02DSP18 du 5 décembre 2018 - Délégation de Service Public des bains de Mer-Hyères-lot n°1C-plage naturelle du Ceinturon - Le Marais ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°4 au contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères-lot n°3A ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°01DSP18 du 31 mai 2018 - concessions d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères-lot 4A ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°2 au contrat de concession n°19CONC11 du 26 juin 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation du lot de plage n°4 de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°19CONC08 du 21 juin 2019 - concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo-lot n°5 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°19CONC09 du 21 juin 2019 - concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo-lot n°6 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var.

### **ARTICLE 3**

**D'ACTER** l'introduction de :

- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC01 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -plages de Hyères-lot n°1S,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC02 du 5 avril 2019 - Délégation de Service Public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime - plages de Hyères—lot n°1A-Aygade,
- L'article 8 (convention annexée) dans le contrat de concession n°02DSP18 du 5 décembre 2018 - Délégation de Service Public des bains de Mer-Hyères-lot n°1C-plage naturelle du Ceinturon - Le Marais,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères-lot n°3A,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°01DSP18 du 31 mai 2018 - concessions d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères-lot 4A,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC11 du 26 juin 2019- Délégation de Service Public pour l'exploitation du lot de plage n°4 de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC08 du 21 juin 2019 - concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo-lot n°5,
- L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession n°19CONC09 du 21 juin 2019 - concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo-lot n°6.

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que toutes les autres clauses des contrats de concession et de leurs précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations des avenants.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0







**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°19CONC01**  
**Délégation de service public pour l'exploitation d'une**  
**activité de bain de mer sur le domaine public**  
**maritime -Plages de Hyères Lot n°1S-Salins**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SAS La plage des Vahinés**, au capital social de 1000 €, dont le siège social est 10 chemin de la Font de l'Ange BT 8 83400 HYERES immatriculée sous le numéro 82916549700027 RCS TOULON, représentée par Madame Ingrid LATTARD agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « le sous-traitant »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 19/02/15 du 13 février 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC01-Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1S-Salins.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 1 Au contrat de concession n°19CONC01\*- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1S-Salins

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.  
Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

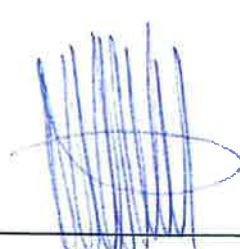
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SAS La plage des Vahinés Madame Ingrid LATTARD A ..... Le ..... 12/05/22</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°19CONC02**  
**Délégation de service public pour l'exploitation d'une**  
**activité de bain de mer sur le domaine public**  
**maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « l'autorité Organisatrice »,

*d'une part,*

**ET :**

**l'Association Cercle d'Organisation de Yachting de Compétition Hyérois**, dont le siège social est Espace nautique 14 avenue du Dr Robin 83400 HYERES immatriculée sous le numéro 33103842200027, représentée par Monsieur ESPUNA Jacques agissant **au nom et pour le compte de cette entreprise**, et désignée dans ce qui suit par « le sous-traitant »,

*d'autre part,*

Ci-après dénommées **individuellement** ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

**Préambule :**

Par délibération 19/02/15 du 13 février 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a **autorisé** la signature du contrat N° 19CONC02-Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

**CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 1 Au contrat de concession n°19CONC02- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade



Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

#### ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, l'Association Cercle d'Organisation de Yachting de Compétition Hyérois Monsieur ESPUNA Jacques A ..... Le 19.15.120.22 <b>CERCLE</b> <b>DE YACHTING DE COMPÉTITION</b> <b>HYÉROIS</b> Espace Nautique 14 Av. Docteur Robin 83400 HYÈRES France COYCH Tél 00 33 (0)4 94 38 61 67 Siren 33103842200027 APE 9312Z</p>	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---





**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°02DSP18**  
**Délégation de service public des bains de Mer-Hyères**  
**Lot n°1C-Plage Naturelle du Ceinturon-Le Marais**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SARL Le Marais**, au capital social de 8000 €, dont le siège social est 10 rue Chalucet 83000 TOULON immatriculée sous le numéro 75243258300025 RCS TOULON, représentée par Monsieur **David PIRONE** agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le sous-traitant** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 18/05/170 du 22 mai 2018, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 02DSP18-Délégation de service public des bains de Mer-Hyères Lot n°1C-Plage Naturelle du Ceinturon-Le Marais.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°8 (convention annexe) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 8 (convention annexe) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

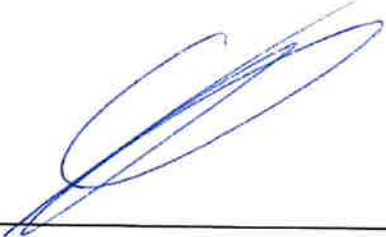
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SARL Le Marais Monsieur David PIRONE A HYÈRES Le 11/05/2022</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 4**  
**Au contrat de concession n°19CONC04**  
**contrat de concession n°19CONC04 relatif à**  
**l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage**  
**naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères Lot**  
**n°3A**

**ENTRE les soussignés :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SAS SAO PRAIA**, au capital social de 10 000 €, dont le siège social est 250 Avenue F. Roosevelt Bât La Marseillaise 83000 TOULON immatriculée sous le numéro 848 609 632 R.C.S. Toulon, représentée par Monsieur Jean-Marie NOVARO-MASCARELLO agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « le sous-traitant »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 19/05/173 du 23 mai 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC04-contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères Lot n°3A.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 4 Au contrat de concession n°19CONC04\*- contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères Lot n°3A

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

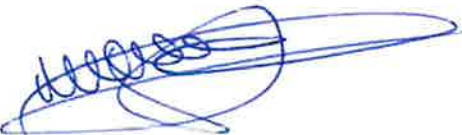
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SAS SAO PRAIA Monsieur Jean-Marie NOVARO- MASCARELLO A ..... Le ..... 01/10/22</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---





**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°01DSP18**  
**Concession d'exploitation de lots de plage (DSP) et**  
**d'exploitation d'établissements de restauration sur la**  
**plage de l'Aiguade à Hyères - Lot 4A**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SAS AMIGO BEACH**, au capital social de 10 000 €, dont le siège social est 66 avenue Godillot 83400 HYERES immatriculée sous le numéro 839 446 077 RCS TOULON, représentée par Monsieur Eric LE MOAL agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « le sous-traitant »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 18/03/1986 du 27 mars 2018, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 01DSP18-Concession d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères - Lot 4A.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 1 Au contrat de concession n°01DSP18\*- Concession d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères - Lot 4A

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SAS AMIGO BEACH Monsieur Eric LE MOAL A ..... Le 17/05/22</p> <p><b>AMIGO BEACH EUGENE</b> 66 Ave ALEXIS GODILLOT 83400 HYERES tél 04 94 38 93 21 siret 83944607700019 eugenebaindemerhyeres@gmail.com</p>	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 2**  
**Au contrat de concession n°19CONC11**  
**Délégation de service public pour l'exploitation du lot**  
**de plage n° 4 de la plage naturelle des Sablettes/Mar**  
**Vivo**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SAS LES PADDLES**, au capital social de 1000 €, dont le siège social est Parc F.BRAUDEL 83500 La Seyne sur Mer immatriculée sous le numéro B 851 429 845 RCS TOULON, représentée par Monsieur **Thierry BUHAUT** agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le sous-traitant** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 19/05/176 du 23 mai 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC11-Délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n° 4 de la plage naturelle des Sablottes/Mar Vivo.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.  
Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SAS LES PADDLES Monsieur Thierry BUHAUT A ...<i>Ch. Seydoux</i>...<i>Secr. M.C.R.</i>... Le ...<i>18/05/22</i>...</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---





**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°19CONC08**  
**Concession sous forme de délégation de service public**  
**pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes**  
**/ Mar Vivo: Lot n°5**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la SAS MALOUJEA BEACH**, au capital social de 1000 €, dont le siège social est 699 Avenue Charles de Gaulle 83500 La Seyne-sur-Mer immatriculée sous le numéro 851 514 596 R.C.S. Toulon, représentée par **DI NUZZO Maximilien** agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le sous-traitant** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :**

### **Préambule :**

Par délibération 19/05/176 du 23 mai 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC08-Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablottes / Mar Vivo: Lot n°5.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

#### **Laïcité et neutralité du service public**

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 1 Au contrat de concession n°19CONC08\*- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablottes / Mar Vivo: Lot n°5

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

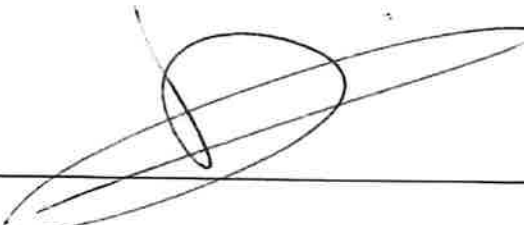
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, la SAS MALOUJEA BEACH DI NUZZO Maximilien A <u>Seymour / min</u> Le <u>16/05/2022</u></p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Service Gestion des Concessions de plage, qualité**  
**des eaux et certifications**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession n°19CONC09**  
**Concession sous forme de délégation de service public**  
**pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes**  
**/ Mar Vivo: Lot n°6**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Organisatrice** »,

***d'une part,***

**ET :**

**l'entreprise Monsieur CATENEO Anthony**, , dont le siège social est Chemin Félix Reynaud Rés. les Rouquiers, Bâtiment H 83500 La Seyne-sur-Mer immatriculé sous le numéro 451 165 930 R.C.S. Toulon, représentée par CATENEO Anthony agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le sous-traitant** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :**

### **Préambule :**

Par délibération 19/05/176 du 23 mai 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 19CONC09-Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°6.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°22 ( cahier des charges) est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit au contrat l'article 22 ( cahier des charges) suivant:

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

AVENANT N° 1 Au contrat de concession n°19CONC09\*- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°6

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, l'entreprise Monsieur CATÉNEO Anthony CATÉNEO Anthony A ..... Le ..... 17/05/2022</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



Direction Générale concernée :  
Développement durable et valorisation du territoire  
Direction :  
Gestion des espaces et des milieux  
Affaire suivie par :  
Rémi DIDELOT

## **RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION**

### **AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE- Délégations de service public pour l'exploitation des plages relevant de la compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

#### **Contrats concernés :**

Contrat de concession n° 19CONC01 du 5 avril 2019- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1S-Salins

Contrat de concession n° 19CONC02 du 5 avril 2019- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade

Contrat de concession n° 02DSP18 du 5 décembre 2018- Délégation de service public des bains de Mer-Hyères Lot n°1C-Plage Naturelle du Ceinturon-Le Marais

Contrat de concession n° 19CONC04 du 21 juin 2019- contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Ayguade sur la commune d'Hyères Lot n°3A

Contrat de concession n° 01DSP18 du 31 Mai 2018- Concessions d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Ayguade à Hyères - Lot 4A

Contrat de concession n° 19CONC11 du 26 juin 2019- Délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n° 4 de la plage naturelle des Sablettes/Mar Vivo

Contrat de concession n° 19CONC08 du 21 juin 2019- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°5

Contrat de concession n° 19CONC09 du 21 juin 2019- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°6

## 1- DESCRIPTIF DES CONCESSIONS

**19CONC01-Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1S-Salins**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SAS La plage des Vahinés
<b>Date de notification</b>	4/5/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 saisons balnéaires à compter de sa notification à l'exploitant et arrivera à terme le 31 octobre de la 6ème année
<b>Date de début du contrat</b>	4/5/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le 31 octobre de la 6ème année
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	. Redevance fixe annuelle : 15 000 € .Redevance variable : 2.8 % du chiffre d'affaires
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**19CONC02-Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	l'Association Cercle d'Organisation de Yachting de Compétition Hyérois
<b>Date de notification</b>	4/5/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 saisons balnéaires à compter de sa notification à l'exploitant et arrivera à terme le 31 octobre de la 6ème année
<b>Date de début du contrat</b>	4/5/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le 31 octobre de la 6ème année
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Redevance annuelle : 3600 €
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**02DSP18-Délégation de service public des bains de Mer-Hyères Lot n°1C-Plage Naturelle du Ceinturon-Le Marais**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b> <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b> <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SARL Le Marais
<b>Date de notification</b>	12/5/2018
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 saisons balnéaires à compter de sa notification à l'exploitant et arrivera à terme le 31 octobre de la 6ème année
<b>Date de début du contrat</b>	12/5/2018
<b>Date de fin du contrat</b>	le 31 octobre de la 6ème année
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part variable : 1% du chiffre d'affaire réalisé, et une part fixe de 6000 €
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**19CONC04-contrat de concession n°19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères Lot n°3A**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SAS SAO PRAIA
<b>Date de notification</b>	21/6/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 saisons balnéaires à compter de sa notification à l'exploitant et arrivera à terme le 31 octobre de la 6ème année
<b>Date de début du contrat</b>	21/6/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le 31 octobre de la 6ème année
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part fixe : 15 000 € , part variable : 5% du chiffre d'affaire
<b>Projet avenant n°...</b>	4
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	<p>Avenant N° 1 Notifié le 29/12/20</p> <p>Modifier l'article 3 du sous-traité d'exploitation et d'acter les modifications d'aménagement du lot de plage suivantes à compter la période d'exploitation de l'année 2020</p> <p>Avenant N° 2 notifié le 4/01/22</p> <p>Nouvelle répartition du capital social et changement de Présidence de la SAS SAO PRAIA</p> <p>Avenant 3 : Nouvelle répartition du capital social et changement de Présidence de la SAS SAO PRAIA, prise en compte de la SAS CORTEX comme associée unique et présidente de la SAS SAO PRAIA</p>
<b>Observations</b>	

**01DSP18-Concession d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères - Lot 4A**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SAS AMIGO BEACH
<b>Date de notification</b>	31/5/2018
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 saisons balnéaires à compter de sa notification à l'exploitant et arrivera à terme le 31 octobre de la 6ème année
<b>Date de début du contrat</b>	31/5/2018
<b>Date de fin du contrat</b>	le 31 octobre de la 6ème année
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part fixe : 41 217 € , part variable : 20% de la différence entre le montant annuel des recettes brutes d'exploitation, provenant des sous-traités, des amodiations ou toute forme d'exploitation indirecte
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**19CONC11-Délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n° 4 de la plage naturelle des Sablettes/Mar Vivo**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SAS LES PADDLES
<b>Date de notification</b>	26/6/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 périodes d'exploitation à compter de sa notification et arrivera à treme le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Date de début du contrat</b>	26/06/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part fixe : lot de plage : 6 000 € dont 4 000 € pour la location de matelas parasols et 2000 € pour les activités nautiques et 9000 E au titre de l'AOT, part variable : 1% sur le lot plage, 1% sur le lot nautique, 1% sur l'exploitation du chalet
<b>Projet avenant n°...</b>	2
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Avenant 1 notifié le 19/04/22 :Modification de la répartition du capital social et changement de Présidence de la société
<b>Observations</b>	

**19CONC08-Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°5**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la SAS MALOUJEA BEACH
<b>Date de notification</b>	21/6/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 périodes d'exploitation à compter de sa notification et arrivera à terme le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Date de début du contrat</b>	21/6/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part fixe : lot de plage : 4000 € pour la partie matelas parasols et 9000 € au titre de l'AOT, part variable :2% sur le lot plage et 2% sur l'exploitation du chalet
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	



**19CONC09-Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°6**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	l'entreprise Monsieur CATANEO Anthony
<b>Date de notification</b>	21/6/2019
<b>Durée du contrat</b>	La durée du sous-traité est fixée à 6 périodes d'exploitation à compter de sa notification et arrivera à treme le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Date de début du contrat</b>	21/6/2019
<b>Date de fin du contrat</b>	le dernier jour de l'exploitation de l'année 2024
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Part fixe : lot de plage : 4000 € pour la partie matelas parasols et 9000 € au titre de l'AOT, part variable :2% sur le lot plage et 1% sur l'exploitation du chalet
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

## 2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- Adaptation mineure
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

## 3- Solutions envisagées

**Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):**

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : introduction d'un article dans les contrats de concession
- Article(s) du contrat impacté :

**Intervention de la commission DSP :**

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

## 4- Cas de recours à un avenant

### Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

<b>Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique</b>	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-1 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-2-3 et 4 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.  Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.  Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-5 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-6 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :  1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;  2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

	<p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Article R3135-7 :</b></p> <p>Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.</p> <p>Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;</p> <p>2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;</p> <p>3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;</p> <p>4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.</p> <p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-8 et 9 :</b></p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.</p> <p>Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.</p> <p>Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.</p>
--	---

## **Justifications détaillées pour chaque cas de recours**

**(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)**

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics d'imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérés dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit qu'en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats :

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N°19CONC01 du 5 avril 2019- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1S

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N° 19CONC02 du 5 avril 2019- Délégation de service public pour l'exploitation d'une activité de bain de mer sur le domaine public maritime -Plages de Hyères Lot n°1A-Aygade

L'article 8 (convention annexe) dans le contrat de concession N° 02DSP18 du 5 décembre 2018- Délégation de service public des bains de Mer-Hyères Lot n°1C-Plage Naturelle du Ceinturon-Le Marais

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N° 19CONC04 relatif à l'exploitation du lot de plage n°3A de la plage naturelle de l'Aiguade sur la commune d'Hyères Lot n°3A

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N° 01DSP18 du 31 Mai 2018- Concessions d'exploitation de lots de plage (DSP) et d'exploitation d'établissements de restauration sur la plage de l'Aiguade à Hyères - Lot 4A

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N° 19CONC11 du 26 juin 2019- Délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n° 4 de la plage naturelle des Sablettes/Mar Vivo

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N°19CONC08 du 21 juin 2019- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°5

L'article 22 (cahier des charges) dans le contrat de concession N°19CONC09 du 21 juin 2019- Concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation de la plage naturelle des Sablettes / Mar Vivo: Lot n°6

### **5- Impact financier**

A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

B) Bilan

C) Nouveau C.E.P

D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :

E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

## 6- Mouvement financier

☐ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 19/05/2022

<u>Raphaël ROBERT</u> Chef de projet 	<u>Alain AUREZ</u> Le Directeur 	<u>Christine MORICE</u> Le DGA/le DGST 
--	---	---

## RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

